

La voix de l'Opposition de gauche

PSA

20 juillet 2012

Leur morale et la nôtre.

Dans un entretien accordé au Figaro ce jeudi soir, Thierry Peugeot, le président du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën : "*Nous avons des valeurs d'humanisme et de respect (qui seront appliquées dans la mise en oeuvre du plan)*". (lexpansion.com 19.07)

Remettre "*en cause la stratégie du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën*", c'est se situer sur son terrain, c'est son argument fétiche pour justifier son plan scélérat.

Le "*groupe a versé (aux actionnaires -Ndlr) l'an dernier 250 millions d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2010, après deux ans d'interruption*", lui disputer ce montant qui aurait dû être inférieur, patati patata, c'est reconnaître qu'il est normal que des rentiers s'enrichissent sur le dos de ceux qui travaillent, c'est se placer sur le terrain du capitalisme.

On nous dit aussi que "*les représentants des syndicats (...) espèrent aussi arriver à un diagnostic précis*", l'un consistera à constater les difficultés soulevées par la direction de PSA auquel répond son plan qui symbolise la faillite du capitalisme qu'il faudrait sauver, l'autre consistera à refuser de se situer sur ce terrain et déclarer que les difficultés soulevées par la direction de PSA est le signe que le capitalisme est devenu incompatible avec le droit au travail, un salaire et des conditions de travail décentes, et que par conséquent il doit disparaître au profit de la réorganisation de la production en fonction des besoins de la population sous le contrôle des producteurs eux-mêmes. D'après vous, quel "*diagnostic*" vont adopter les parasites qui font office de dirigeants syndicaux ? (source : AFP 19.07)

Attention messieurs Varin et Peugeot, qu'il ne vous arrive pas le même sort qu'au directeur du personnel de chez Maruti, on ne sait jamais !

NPA. L'art d'étaler sa crasse ignorance. Pour le coup, Besancenot est vraiment "*dingue*" !

"*L'Etat a les moyens d'empêcher concrètement la fermeture du site*" de PSA à Aulnay, en Seine-Saint-Denis, a estimé jeudi sur France 2 Olivier Besancenot, du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA), en rappelant les "*milliards*" d'aides publiques accordés au constructeur automobile.

"*Moi, j'attends le jour où l'on aura un gouvernement qui par exemple portera plainte pour détournement de fonds publics (contre) un groupe qui s'entêterait à vouloir licencier. J'attends le jour où l'on aura un véritable gouvernement de gauche. Soyons dingues*", a-t-il poursuivi, en réitérant son appel en faveur d'une loi sur l'interdiction des licenciements.

Olivier Besancenot a réclamé aussi un audit sur la dette publique. "*Vous verrez que derrière la dette publique, beaucoup plus que le visage du petit épargnant, il y a des groupes spéculatifs organisés. Ca sera le moyen d'avoir la démonstration de l'illégitimité de cette dette*", a-t-il commenté.

Olivier Besancenot a enfin indiqué que le NPA comprenait actuellement un peu plus de 3.000 militants. Il a minimisé les difficultés du mouvement. "*On est là et bien là. Il faudra compter avec nous*". (AFP 19.07)

Hélas ! Car en effet, tous les militants savent quelle est l'origine de la dette publique :

- 1- interdiction de l'Etat de se financer auprès de la Banque de France, obligation de passer par les marchés qui lui imposent ses taux d'intérêt ;
- 2- baisse des recettes due aux centaines de milliards d'euros de cadeaux faits aux patrons, exonération de cotisations sociales pris en charge par l'Etat, baisse de l'impôt sur les sociétés ;
- 3- chômage de masse, stagnation ou hausse misérables des salaires, etc.

Tout cela est parfaitement connu, donc pas besoin d'un "*audit*" qui finalement revient à mettre en doute la gestion de l'Etat par les tenants du capitalisme auxquels finalement Besancenot revendique ce droit, comprenez que si l'Etat bourgeois avait été mieux géré on n'en serait pas là et par la même occasion on pourrait dire adieu au socialisme, voilà le contenu du discours et de la politique du NPA. Dit autrement, il regrette que l'Etat des capitalistes n'ait pas mieux fait son boulot, et cela ose se dire anticapitaliste !

Un complément tout aussi délirant.

Syrie. Une guerre contre le peuple - vendredi 13 juillet 2012

(<http://www.npa2009.org/content/syrie-une-guerre-contre-le-peuple>)

- "*La révolution populaire syrienne avance sur le chemin de la victoire*", en dehors de la coalition militaire américano-franco-britannique, ils sont les seuls à le constater !

Je vous ai mis l'adresse de cet article délirant pour que vous puissiez constater par vous-même à quel degré de fantasme et de décomposition ils sont parvenus. Vous avez là toute la LCR, pardon tout le NPA.

Quelques prises de position du 11 au 19 juillet.

Tract de la CGT Mulhouse. Le discours de PSA... et la réalité.

Je reproduis la dernière phrase : "*L'Etat a les moyens d'intervenir contre ce plan de suppressions d'emplois, bien sûr. Il reste à savoir s'il le veut !*" Qui, Hollande, qui est la voix du CAC40, des actionnaires ? Nous, au contraire nous disons : il ne peut pas le vouloir, alors il faut l'affronter. Ce qui peut se passer au niveau d'un atelier, peut se produire au niveau d'une usine, il faut le vouloir aussi, et je ne suis pas sûr du tout que la CGT Mulhouse le veuille vraiment non plus, elle est sur la même voie que Hollande.

LO. PSA menace des milliers d'emplois. Refusons l'inacceptable ! 16 juillet 2012 (sur leur site Internet)

Qu'on se le dise camarades, "*les travailleurs ont une arme (...) fiable à leur disposition*" grand dieu, qu'est-ce donc ? Un peu de patience, non, nos "*trotskistes*" de service disposent d'une arme

infaillible pour affronter le patronat : "*la force collective du monde du travail, qui doit se préparer, qui doit s'organiser* ", mais comment bordel, sur quel mot d'autre précis : pas de réponse, démerdez-vous !

NPA. PSA, l'heure de vérité 11 juillet 2012 (sur leur site Internet)

En guise de réponse immédiate à l'agression de la direction de PSA, il faut s'atteler à la "*construction de la riposte*", et puis "*coordonner les luttes*", cela va prendre un certain délai, "*c'est un objectif à construire, dès maintenant*", d'ici qu'il soit "*construit*" les ouvriers de PSA pointeront au chômage, au fait, pas de mot d'ordre, même le mot grève leur brûle les lèvres à nos vaillants "*anticapitalistes*" au point de ne pas le prononcer. Ils ne sont pas les seuls.

PCF. Pierre Laurent demande un moratoire sur les plans des licenciements.

Marie-George Buffet. PSA : une loi s'impose d'urgence !

Puis elle bredouille : "*Oui ou non va-t-on laisser...*", "*oui ou non, va-t-on prendre...*", attendez, il y en a un troisième "*oui ou non va-t-on inscrire...*", non ni l'un ni l'autre n'appellera les travailleurs de PSA à se mettre en grève illimitée et à s'organiser.

Pendant que les uns ont les yeux rivés vers les appareils pourris des syndicats, les autres se tournent vers le gouvernement, l'Etat des banquiers et des actionnaires, certains cumulent pour ne pas être en reste, c'est qu'ils n'ont pas appelé à voter Hollande puis PS pour des prunes, dommage qu'elles n'ont pas la forme d'un boomerang !